



## **ARRÊTÉ MODIFICATIF**

portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 août 2011, modifié, autorisant la SARL CARO JULIEN AVICULTURE à exploiter au lieu-dit « Kervras Kerlufédec » à Plounévez-Quintin un élevage avicole ;
- Vu** la demande présentée le 21 juillet 2021 par la SARL CARO JULIEN AVICULTURE, représentée par Monsieur Julien ALLO, dont le siège social est domicilié au 5 Kervras à Plounévez-Quintin, en vue d'effectuer à Plounévez-Quintin au lieu-dit « Kervras Kerlufédec » la restructuration de l'élevage avicole pour un passage en volière, l'extension du poulailler et la mise à jour de la gestion des déjections ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 8 novembre 2021 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 19 novembre 2021 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'élevage est déjà autorisé pour 144850 emplacements et qu'il n'y a pas d'augmentation d'effectif ;

**Considérant** que le projet consiste à la restructuration de l'élevage avec le passage en volière du bâtiment P1 et à la mise à jour de la gestion des déjections ;

**Considérant** que les installations de l'élevage sont à distance réglementaire des tiers et des points d'eau ;

**Considérant** que les déjections produites sont transformées en engrais organique et support de cultures conformément à la norme NFU 42001 ces derniers sont ensuite commercialisés directement par l'exploitant ;

**Considérant** que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 sont modifiées comme suit :

« La SARL CARO JULIEN AVICULTURE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 5 Kervras à Plounévez-Quintin est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à Plounévez-Quintin au lieu-dit « Kervras Kerlufédec » :

- un élevage avicole dont la capacité maximale est de 144850 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 63335 uN/an ;
- une fabrique d'engrais et de support de cultures dont la capacité moyenne de production est de 4,36 tonnes/jour.

**Article 2 – Nature des installations**

2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	élevage, intensif de volaille	élevage de volaille	nombre total des emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	144850	emplacement
2170	2)	D	engrais, amendement et support de cultures (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781	fabrique d'engrais	capacité de production	> à 1t et < à 10t	tonne/jour	4,36	tonne/jour

A : (autorisation) ; D : (déclaration)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

**2.2 - Situation de l'établissement**

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Caractéristiques des installations	Section	Parcelles
Plounevez-Quintin	élevage de volailles et fabrique d'engrais	ZL	27, 28, 59, 66, 72, 119, 120, 121, 122, 123

**2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### Article 3 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

#### 3.1. - Conduite d'élevage

Les modalités d'élevage suivantes sont appliquées :

Bâtiment	Surface	Mode d'élevage	Nature des effluents produits
P1	3530 m <sup>2</sup>	volière/clausturation	fientes sèches
P2	3700 m <sup>2</sup>	volière/plein air	fientes sèches et déjection parcours

3.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet des Côtes d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.

3.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées ou épandues. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

3.5. - L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.6 – L'exploitant veille en particulier à ce que le fonctionnement des installations ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage et il adopte toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales sont conservés ou mis en place, le cas échéant, autour de l'installation ;
- une travée supplémentaire doit être construite en bout des deux poulaillers, devant les sorties de ventilation.

3.7 – L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact des nuisances olfactives et des nuisances sonores de l'installation afin de quantifier la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

3.8 – Un talus est aménagé autour de l'élevage, afin de contenir les eaux utilisées pour la lutte contre l'incendie et éviter leur déversement dans le « Ru » situé en contrebas.

### Article 4 – Respect des meilleures techniques disponibles (MTD)

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 sont modifiées comme suit :

« Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles ;	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15/02/2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

## **Article 5 – Prescriptions particulières relatives à la sécurité**

5.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

5.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

5.3.- Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

5.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le SDIS des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

## **Article 6 - Prescriptions concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement par séchage des fientes et un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.

### **6.1 – Installation**

6.1.1. – L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui doit répondre à la norme NFU 42 001.

6.1.2 – Les moyens mis en œuvre sont :

- bâtiment P1: séchage sur tapis perforé en bâtiment ;
- bâtiment P2: séchage sur tapis perforé en bâtiment ;

Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitant dispose également de hangars d'une surface totale de **1404 m<sup>2</sup>** offrant une capacité de production et de stockage permettant de respecter les différentes obligations de résultats définies par les spécifications qui s'appliquent aux produits mis sur le marché. Un quai ou une aire de chargement est aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

6.1.3. – Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

6.1.4. – L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

### **6.2. – Contrôle et suivi de fabrication**

6.2.1. La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

L'exploitant doit respecter les différentes obligations de résultats définies par les spécifications qui s'appliquent aux produits mis sur le marché.



De plus, des analyses réparties sur l'année doivent être réalisées pour chaque lot afin de suivre a minima le taux de matière sèche, l'azote et le phosphore.

6.2.2. Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

6.2.3. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles notamment :

- les quantités de fientes traitées ;
- les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place ;
- les résultats des analyses réalisées ;

6.2.4. Les documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

6.2.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement.

6.2.6. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, l'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur de l'environnement quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

### 6.3. – Gestion des flux - Traçabilité du produit

6.3.1 - L'exploitant commercialise **1462 tonnes** de produit normalisé par an soit **60420** unités d'azote et **50058** unités de phosphore.

Un enregistrement doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise de produit normalisé entre l'exploitant, le transporteur et l'utilisateur du produit normalisé précisant :

- les dates de départs ;
- les références de lot ;
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant ;
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3 ;
- le nom du transporteur ;
- la dénomination de l'exploitant ;
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection des installations classées de tout événement s'opposant à la vente des produits normalisés et de proposer une mesure alternative.

### 6.4 – Destination des produits

Par dérogation à l'article 8.2.2 de l'arrêté du 2 août 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, les produits normalisés mis sur le marché peuvent être épandus sur des communes situées antérieurement en zones d'excédents structurels et sur des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages mentionnées au 8° du II de l'article L.211-3 du code de l'environnement et définis par le SDAGE.

### 6.5 – Délais de mise en service-dysfonctionnement

La fabrique d'engrais et de support de culture est mise en service dès la mise en œuvre du projet.

En cas de dysfonctionnement momentané, les fientes sont stockées sur l'exploitation en amont de la fabrique d'engrais et de support de culture. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de la fabrique d'engrais et de support de culture, après saturation des capacités de stockage, une mesure alternative ou transitoire conforme à la réglementation doit être proposée par l'exploitant. À défaut, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

## **Article 7 - Prescriptions particulières relatives aux puits et forages**

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant est autorisé à prélever par forage. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1<sup>er</sup> avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe ;

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées. »

## **Article 8 - Autres dispositions**

Les articles 2 et 7 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 sont supprimés.

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011 sont modifiées comme suit :

« La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »

## **Article 9 - Acte antérieur**

L'arrêté préfectoral du 2 mars 2016 est abrogé.

## **Article 10 - Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plounévez-Quintin pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plounévez-Quintin pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

## Article 11 - Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 12 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Guingamp, le maire de Plounévez-Quintin et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **23 NOV. 2021**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara